

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2315

8 JUILLET 1994. — Arrêté du Collège 94/201 de la Commission communautaire française déterminant le programme de recyclage qui doit être organisé par les centres de formation pour les personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou dans une maison de repos et de soins agréée, visées par l'article 2, § 4bis, b, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13°, de la même loi

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988, 22 décembre 1989 et 26 juin 1992;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 7 et 14;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 7 et 14;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'avis de la Section « Personnes âgées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé de la Commission communautaire française, donné le 17 décembre 1993;

Vu le décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'article 32 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'arrêté de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Sur la proposition du Ministre, Membre du Collège, compétent pour la réglementation en matière des maisons de repos,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Section 1^{re}. — Du contenu du programme de formation, de sa reconnaissance et de sa sanction

Art. 2. L'agrément est octroyé pour une durée de trois années à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté aux programmes de formation pour le recyclage des personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou une maison de repos et de soins agréée, s'il répond aux conditions suivantes :

1^o Le recyclage comporte au minimum 220 heures de cours théoriques ou 264 périodes de 50 minutes et 80 heures ou 96 périodes de 50 minutes de stages dans deux autres maisons de repos ou maisons de repos et de soins agréées ou bénéficiant d'autorisation de fonctionnement provisoire que celle qui occupe la personne concernée.

2^o Les cours doivent être organisés pour aborder au moins les thèmes suivants :

1. Environnement social et légal, éthique, physique des personnes aidées

— aspects du droit social;

— aspects du droit sanitaire;

— aspects de déontologie et d'éthique professionnels;

— connaissance du réseau social;

— maintien des conditions de vie et d'habitat des personnes âgées.

2. Assistance aux activités de la vie quotidienne

— théorie et pratique de l'art de soigner;

— hygiène et soins;

— gestion du matériel de soins;

— aptitudes fondamentales concernant les soins de base, les techniques de levée et de manutention, l'aide aux actes de la vie journalière et les tâches hôtelières.

3. Initiation aux techniques de communication et au travail en équipe

— psychologie, relations humaines et lien de groupe;

— technique de communication et d'expression, techniques d'animation en institutions;

— travail en équipe;

— supervision.

La répartition de la formation théorique entre les trois thèmes mentionnés ci-dessus doit être équilibré et privilégier les soins et l'aide apportée aux personnes âgées.

3° Le stage est accompli sous la supervision et la conduite d'un praticien de l'art infirmier qui travaille dans la maison de repos ou la maison de repos et de soins en question.

Il est conçu comme une application intégrée des cours théoriques.

Art. 3. Sans préjudice des titres, diplômes, certificats et attestations délivrés par l'enseignement de promotion sociale et par les centres de formation professionnelle reconnus ou agréés, un certificat de capacité est remis aux étudiants qui ont fait preuve d'assiduité et qui ont réussi une épreuve d'intégration des acquis adaptée au niveau des étudiants.

Ce certificat de capacité est remis aux étudiants pour autant que le programme de formation soit dispensé dans un centre créé par l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ou agréé par le Membre du Collège qui a la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions ou dans un établissement d'enseignement de promotion sociale.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 4. Les personnes qui relèvent des mesures de transition définies par l'article 2, § 4bis de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13° de la même loi, et qui peuvent fournir la preuve qu'elles ont suivi, au cours d'une formation antérieure, une partie de ce recyclage, peuvent être dispensées de 80 heures maximum de la formation théorique.

Art. 5. Les programmes de recyclage agréés par les autres communautés ou par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, sont automatiquement agréés par le Collège de la Commission communautaire française, à condition qu'ils répondent aux conditions visées à l'article 2.

Section 3. — Des modalités d'introduction et d'octroi de la reconnaissance

Art. 6. 1. Les demandes d'agrément devront être introduites en deux exemplaires auprès de l'administration de la Commission communautaire française et comporter :

1° la lettre de demande de reconnaissance;

2° une description du programme précisant le type de cours organisé et le nombre d'heures y consacrées;

2. Dans un délai de deux mois à dater de l'introduction de la demande et après successivement les avis de la section « personnes âgées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé et de la Commission consultative « emploi — formation — enseignement » organisée en application de l'article 26 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, le Membre du Collège compétent pour la réglementation en matière de maison de repos se prononce sur la demande de reconnaissance du programme.

Art. 7. Par dérogation à l'article 3 et à l'article 6, l'agrément est octroyé aux programmes de formation qui ont été organisés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui répondent aux conditions de celui-ci.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent arrêté remplace l'arrêté 93/747 du Collège du 23 décembre 1993 déterminant les conditions d'agrément des centres qui organisent des recyclages pour les personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou dans une maison de repos et de soins agréée, visées par l'article 2, § 4bis, b), de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13° de la même loi.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur à dater de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Membre du Collège compétent pour la réglementation en matière de maisons de repos est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1994.

Par le Collège :

Le Président du Collège,

Ch. PICQUE

Le Membre du Collège

compétent pour la réglementation en matière de maisons de repos,

D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2315

8 JULI 1994. — Besluit van het College 94/201 van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het recyclageprogramma dat moet worden georganiseerd voor het personeel tewerkgesteld in een erkend rusthuis voor bejaarde personen of een rust- en verzorgingstehuis op 26 mei 1992, bedoeld bij artikel 2, § 4bis, b, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor de in artikel 23, 13°, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 128 en 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd door de decreten van 27 maart 1985, 20 juli 1988, 22 december 1989 en 26 juni 1992;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid de artikelen 3, 7 en 14.

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid de artikelen 3, 7 en 14;

Gelet op de verordening van 17 december 1993 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot instelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen, bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van het principieel akkoord bedoeld bij artikel 2 bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden;

Gelet op de verordening van 17 december 1993 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten beantwoorden;

Gelet op het advies van de Afdeling « Bejaarden » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor hulp aan Personen en Gezondheid van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 17 december 1993;

Gelet op het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Gelet op artikel 32 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalige Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Op de voordracht van de Minister, Lid van het College bevoegd voor de reglementering inzake rusthuizen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 136 van de Grondwet.

Afdeling 1. — De inhoud van het vormingsprogramma, de erkenning en de bekrachtiging ervan

Art. 2. De erkenning wordt toegekend voor een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit aan de vormingsprogramma's voor de recyclage van personen in dienst op 26 mei 1992 in een erkend rusthuis voor bejaarde personen of een rust- en verzorgingstehuis, indien het voldoet aan de volgende voorwaarden :

1^o De recyclage omvat een minimum van 220 uur theoretische les of 264 periodes van 50 minuten en 80 uur of 96 periodes van 50 minuten stage in twee andere erkende rusthuizen of rust- en verzorgingstehuizen of beschikkend over een voorlopige werkingsvergunning, dan het tehuis dat de betrokken persoon tewerkstelt.

2^o De lessen moeten zodanig georganiseerd zijn dat ze tenminste de volgende thema's aanroeren :

1. Sociaal en wettelijke, ethische, fysieke omgeving van de geholpen personen

— aspecten van sociaal recht;

— aspecten van sanitair recht;

— aspecten van deontologie en professionele ethiek;

— kennis van het sociale netwerk;

— behoud van de levensomstandigheden en woonomstandigheden van de bejaarde personen.

2. Bijstand bij de activiteiten van het dagelijks leven

— theorie en praktijk van de verzorging;

— hygiëne en verzorging;

— beheer van het verzorgingsmateriaal;

— fundamentele bekwaamheid inzake de basisverzorging, de hijstechnieken en behandelingstechnieken, bijstand bij de activiteiten van het dagelijks leven en de verblijfstaken.

3. Initiatie voor communicatietechnieken en ploegenwerk

— psychologie, groepsrelaties en verbinding, menselijke relaties;

— communicatietechnieken en expressietechnieken, animatietechnieken in instellingen;

— ploegenwerk;

— supervisie.

De verdeling van de theoretische vorming tussen de drie hierboven vermelde thema's moet evenwichtig zijn en moet de verzorging en de hulp aan bejaarde personen bevoordelen.

3^o De stage wordt uitgevoerd onder supervisie en de leiding van een verpleegkundige die in het rusthuis of het rust- en verzorgingstehuis in kwestie werkt.

Deze stage wordt opgezet als een geïntegreerde toepassing van de theoretische lessen.

Art. 3. Zonder afbreuk te doen aan titels, diploma's, getuigschriften en attesten uitgereikt door het onderwijs van sociale promotie en door de erkende professionele vormingscentra, wordt een capaciteitscertificaat overhandigd aan de studenten die blijf hebben gegeven van regelmatige aanwezigheid en die een proef van integratie van de verworvenheden, aangepast aan het niveau van de studenten, hebben afgelegd.

Dit capaciteitscertificaat wordt aan de studenten overhandigd voor zover het vormingsprogramma werd afgewerkt in een door het Franstalige Brussels Instituut opgericht centrum of een door het Lid van het College, die bevoegd is voor herscholing en de professionele recyclage, erkend centrum of in een instelling van het onderwijs van sociale promotie.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 4. De personen die vallen onder overgangsmaatregelen bepaald bij artikel 2, § 4 bis van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming beoogd bij artikel 25, § 9 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de in artikel 23, 13^o van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen, en die het bewijs kunnen leveren dat zij, in de loop van een vroegere opleiding, een deel van deze recyclage hebben gevolgd, kunnen vrijgesteld worden van een maximum van 80 uur van de theoretische opleiding.

Art. 5. De recyclageprogramma's, die erkend zijn door de gemeenschappen of door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zijn automatisch erkend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie op voorwaarde dat ze voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2.

Afdeling 3. — De indienings- en de toekenningsvoorschriften van de erkenning

Art. 6. 1. De aanvragen tot erkenning moeten in twee exemplaren ingediend worden bij het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie en moeten het volgende inhouden :

1° de brief met de aanvraag tot erkenning;

2° een beschrijving van het programma met een verduidelijking betreffende de aard van de georganiseerde cursus en het aantal lessen die eraan besteed worden.

2. Binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag en na achtereenvolgens de adviezen van de Afdeling « Bejaarden » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid en de Adviescommissie « Tewerkstelling — Opleiding — Onderwijs », georganiseerd in toepassing van artikel 28 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, doet het Lid van het College, dat bevoegd is voor de reglementering inzake rusthuizen, uitspraak over de erkenningsaanvraag van het programma.

Art. 7. In afwijking van artikel 3 en artikel 6, wordt de erkenning toegekend aan de vormingsprogramma's die werden georganiseerd vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en die voldoen aan de voorwaarden van dit besluit.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 8. Dit besluit vervangt het besluit 93/747 van het College van 23 december 1993 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de centra die recyclageprogramma's organiseren voor het personeel tewerkgesteld in een rusthuis voor bejaarde personen op 26 mei 1992, bedoeld bij artikel 2, § 4bis, b, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling van verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor de in artikel 23, 13°, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. Het Lid bevoegd voor de reglementering inzake rusthuizen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 8 juli 1994.

Vanwege het College :

De Voorzitter van het College,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College

bevoegd voor de reglementering inzake rusthuizen,

D. GÖSUIN

F. 94 — 2316

16 JUILLET 1994. — Arrêté du Collège 94/559 modifiant l'arrêté 93/746 du Collège de la Commission communautaire française assimilant aux membres du personnel soignant les personnes titulaires d'une qualification reconnue, occupées dans les maisons de repos pour personnes âgées

Le Collège,

Vu l'article 128 et 138 de la Constitution;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988, 22 décembre 1989 et 26 juin 1992;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 7 et 14;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 7 et 14;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1er du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'arrêté 93/746 du Collège de la Commission communautaire française du 23 décembre 1993 assimilant aux membres du personnel soignant les personnes titulaires d'une qualification reconnue, occupées dans les maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'avis de la Section Personnes âgées du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 17 décembre 1993;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour la réglementation des maisons de repos et leur agrément,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté 93/746 de la Commission communautaire française assimilant aux membres du personnel soignant les personnes titulaires d'une qualification reconnue, occupées dans les maisons de repos pour personnes âgées est modifié comme suit : « Les assimilations prévues à l'article 2 du présent arrêté n'ont de valeur que pour les personnes occupées avant le 1er juillet 1995 dans une maison de repos ou dans une maison de repos et de soins agréée ou bénéficiant d'une autorisation de fonctionnement provisoire. »